

claires sur la consistance des phénomènes que l'on entreprend d'étudier ; si l'on s'intéresse à une société paysanne africaine en transformation, il est nécessaire d'avoir une conception préalable de ce processus de transformation, et par exemple de la place occupée par une composante économique dans le changement social global ;

- réciproquement, rien de crédible ne peut être dit sur un processus de changement (ou sur tout autre sujet) si l'on ne spécifie pas de manière très précise de quels instruments techniques on se sert pour observer, mesurer, représenter.

En d'autres termes, il y a interaction entre la formulation théorique et l'utilisation pratique des instruments et des techniques d'investigation. Le progrès des instruments et des techniques (sondages au hasard ou par choix raisonné, association des techniques quantitatives et qualitatives, etc.) permet d'améliorer la théorie, c'est-à-dire la manière de voir et de concevoir. Et la construction de "bonnes" théories permet d'employer des instruments d'investigation à bon escient, c'est-à-dire de les appliquer à des objets pertinents. Tout cela est amplement vérifié quand on s'intéresse à l'étude du développement agricole et rural.

I - LE SCHEMA DE BASE : SYSTEME DE CULTURE, SYSTEME DE PRODUCTION, RAPPORTS DE PRODUCTION

On peut partir d'un schéma très simple (1) permettant d'identifier et de désigner des objets qui doivent retenir l'attention lorsqu'on se trouve devant une société paysanne africaine, et lorsqu'on est mis en demeure de dire quelque chose d'utile sur l'augmentation de la production agricole (végétale et animale) dans cette société.

Insistons sur les mots : "dans cette société". L'augmentation de production ou croissance - intéresse l'économiste, et peut s'analyser selon un mode d'abstraction proprement économique. Mais l'augmentation de production agricole, en particulier vivrière, dans une société bien identifiée, en un lieu donné et pendant une période bien précise, c'est un fait social total qui relève d'une approche économique et sociologique (ou anthropologique) spatialisée.

(1) Cette présentation s'inspire en partie d'une formulation due à Jacques BROSSIER, INRA, Département de Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement (communication personnelle).

La formulation suivante s'inspire d'exemples tirés surtout de sociétés sahéliennes ou soudano-sahéliennes, mais elle a une portée générale. L'avantage des sociétés choisies comme exemple, c'est qu'elles ont des systèmes de production apparemment plus simples qu'en zone forestière. On peut ainsi aller plus directement à l'essentiel.

Admettons que, dans les sociétés choisies, cet essentiel soit la production céréalière (mil, sorgho, . . .), ou plutôt : le rapport entre le volume de cette production et le nombre d'habitants qui la consomment, et dont la survie en dépend :

$$\frac{\text{Production céréalière}}{\text{Nombre d'habitants}}$$

Soit, pour fixer les idées, dans un terroir villageois moyen, 100 tonnes de mil et sorgho pour 200 habitants par an :

$$\frac{100\ 000\ \text{kg}}{200\ \text{habitants}} = 500\ \text{kg par tête}$$

Sans rien changer à ce rapport, je peux l'écrire de la façon suivante :

$$\frac{\text{Rendement à l'ha} \times \text{surface cultivée (en ha)}}{\text{Nombre d'habitants}}$$

Ce qui pourrait donner, dans le terroir choisi :

$$\frac{500\ \text{kg/ha} \times 200\ \text{ha}}{200\ \text{habitants}}$$

On peut encore décomposer -légèrement- l'expression, toujours sans la changer ; elle devient alors :

$$\text{Rendement à l'ha} \times \frac{\text{Surface cultivée}}{\text{Nombre d'actifs}} \times \frac{\text{Nombre d'actifs}}{\text{Nombre d'habitants}}$$

Soit, dans le terroir choisi :

$$500\ \text{kg/ha} \times \frac{200\ \text{ha}}{100\ \text{actifs}} \times \frac{100\ \text{actifs}}{200\ \text{habitants}} = 500\ \text{kg par tête}$$

Arrêtons-nous, pour considérer chacun des trois rapports auxquels nous sommes arrivés. Je répète que les manipulations auxquelles nous avons procédé n'ont d'autre but que de nous aider à repérer, sur le terrain, les objets théoriques auxquels nous aurons à appliquer, pratiquement, nos instruments d'investigation, c'est-à-dire d'observation et de mesure.

1. Le rendement à l'hectare

C'est l'objet prioritaire de l'attention des techniciens, des gens qui conçoivent des projets de développement, des opérateurs de la Révolution Verte, etc.

En Afrique, ce rapport est difficile à modifier à court ou à moyen terme. Il est en tout cas assez mal maîtrisé par les agents qui nous intéressent, à savoir les paysans. Inutile d'insister sur les raisons de ce manque de maîtrise. Elles tiennent souvent au risque agricole, aux fortes variations de la pluviosité d'année en année, ou dans un même espace . . .

Pour augmenter les rendements à l'hectare, on intensifie la culture, c'est-à-dire que, sur chaque hectare cultivé, on met davantage d'intrants (inputs), ou des intrants plus efficaces : semences améliorées, engrais, pesticides, eau d'irrigation, etc. On met aussi nécessairement, davantage de travail. Le travail humain peut être aidé, ou remplacé, par l'utilisation d'un certain capital d'exploitation : animaux, machines, . . . , mais dans les premières étapes de l'intensification, c'est surtout sur le travail humain qu'il faut compter.

On espère obtenir en tout cas, grâce à ce supplément d'intrants, un supplément plus que proportionnel de produit. Tel a été, en gros, le principe de la Révolution Verte -mais l'application de ce principe pose des problèmes en Afrique.

Notons, puisque nous sommes censés faire de la théorie, que le concept de référence, en cette affaire, est celui de fonction de production. L'idée est simple : il existerait une relation, une "régularité", entre la variation (augmentation) des intrants et la variation (augmentation) du produit. Le malheur, c'est qu'en agriculture, et surtout en agriculture africaine, la "régularité" est très . . . irrégulière, car le risque agricole est élevé.

Il y a une autre raison de faire quelques réserves sur la pertinence de ce concept de fonction de production dans le cas qui nous intéresse. C'est qu'en Afrique, les cultures

pures ne sont pas la règle. Les paysans ont tendance à pratiquer des cultures en association (1), et si liaison il y a, c'est une liaison entre un "paquet" d'intrants et un "paquet" de produits. La régularité devient extrêmement floue . . .

Les technocrates essaient toujours de pousser à la culture pure, parce qu'ils pensent en termes de "filières - produits" bien identifiées. C'est ce qu'on appelle aussi l'approche verticale. Ce type d'approche est valable dans des milieux très artificialisés mais la nature ne pratique pas la culture pure, et les paysans africains ont de bonnes raisons d'imiter la nature, au moins jusqu'à un certain point.

2. Surface cultivée/Nombre d'actifs

Ce deuxième rapport est celui que les paysans cherchent le plus à manipuler. Si l'espace cultivable n'est pas saturé -et cela est encore assez souvent le cas en Afrique aujourd'hui-, les agriculteurs cherchent à étendre les surfaces cultivées par actif, au besoin en se déplaçant (migration) vers les fronts pionniers, les "terres neuves". Cela au prix d'une certaine faiblesse des rendements à l'hectare, comme nous le verrons tout à l'heure.

En culture manuelle, il y a bien sûr une limite rapidement atteinte à cette extension de la surface cultivée par actif. D'où l'intérêt montré par les paysans pour la culture attelée et la petite mécanisation (semer, charrue, . . .), adoptées non pas pour travailler mieux ou plus sur une surface inchangée, mais pour accroître les surfaces semées, entretenues et récoltées -en tout cas les surfaces semées. . .

Ici apparaît un concept important : celui de système de production. Le rapport que nous sommes en train d'examiner (nombre des hommes ou nombre d'actifs rapporté à la surface cultivée -incluant les surfaces mises au repos pour être cultivées plus tard) est une expression simplifiée de la combinaison des facteurs de production adoptée par l'agriculteur.

Facteurs de production, c'est-à-dire d'abord le travail et la terre auxquels viennent s'ajouter plus tard les consommations intermédiaires (semences améliorées, engrais, pesticides, fongicides, herbicides, . . .) et le capital d'exploitation (animaux, machines, . . .).

(1) Maïs associé au mil, au sorgho, au riz pluvial ou même au coton, dans le terroir de Syonfan, en pays senoufo (Côte d'Ivoire). Sorgho et haricots, à Hodogway, en pays ouldémé (Nord du Cameroun), etc. Voir les monographies publiées dans l'Atlas des Structures Agraires au Sud du Sahara (ORSTOM).

On analyse cette combinaison, par définition, dans le cadre de ce qu'on appelle l'exploitation agricole, mais aussi, en Afrique, dans le cadre du terroir villageois. Il est en effet assez souvent difficile de délimiter sur le terrain des "exploitations" analogues à celles des pays développés. On passe alors à un niveau plus englobant, en négligeant les frontières floues entre exploitations, pour considérer l'ensemble du terroir exploité par l'ensemble des villageois.

De toute façon, l'étude de la combinaison des facteurs de production nous amène aux investigations de base, celles qu'on retrouve toujours, sous des formes diverses : mesures de surfaces, études de temps de travaux ou d'emploi du temps, observation des façons culturales, mesure du produit avec essai d'imputation aux surfaces et aux travailleurs, tout cela débouchant sur une estimation :

- du rendement par unité de surface ;
- de la production (physique, mais parfois aussi en valeur) par actif, ou productivité du travail.

En Afrique, où les types de combinaison des facteurs, c'est-à-dire les systèmes de production, sont d'une extrême diversité, on est bien obligé de pratiquer ce qu'on appelle une approche horizontale, cadrée sur un groupe social et un espace (l'un et l'autre souvent de dimensions limitées, exemple : le terroir villageois). On est alors très loin de l'approche verticale, valable pour un espace étendu considéré comme homogène, et valable pour la fillère d'un produit isolé des autres.

Encore une fois, le système de production, c'est la combinaison des facteurs de production telle que la pratique l'agriculteur à un moment donné, sur un espace donné. Il faut distinguer cette notion de celle de système de culture, encore que la confusion soit souvent faite (quand on dit par exemple, à tort, que le système de production est la combinaison des productions et des facteurs de production . . .). En fait, il y a :

- le système de production, combinaison des facteurs de production (exemple : terre et travail), avec toute une gamme allant de systèmes de production plutôt extensifs (peu de travail appliqué à de vastes surfaces) vers des systèmes plutôt intensifs (beaucoup de travail, avec éventuellement d'autres intrants, appliqués à des surfaces limitées) ; nous nous situons ici au stade des moyens employés ;

- le système de culture, combinaison de cultures (et éventuellement d'élevage, etc.), menées par exemple en association mais pas toujours - bref : l'ensemble structuré des productions animales et végétales retenues par l'agriculteur.

On peut dire que la combinaison des facteurs de production (ou ressources productives) appelée système de production prend effet à travers le système de culture, ou par son instrument, et aboutit à un ensemble de produits que l'on peut mesurer physiquement et parfois évaluer en monnaie.

Nous retrouvons l'idée de fonction de production, c'est-à-dire du mécanisme très souple par lequel on fait apparaître (pro-ducere : faire avancer) un produit ou un ensemble de produits. La fonction de production, c'est un système combinant deux systèmes élémentaires, ou sous-systèmes ; le système de production et le système de culture, pour obtenir un résultat : le (ou les) produit(s).

Cette notion de système de culture est de caractère technique ou agronomique, alors que la notion de système de production est véritablement économique, tout comme celle de fonction de production. Mais l'économiste doit prêter attention à la réalité symbolisée par la notion de système de culture, comme le montre l'exemple suivant, emprunté à Milleville, 1984, pp. 51-52. Cet exemple montre que si l'on néglige certaines données techniques très simples concernant un système de culture tel que la combinaison mil - sorgho + arachide (au Sénégal), on se prive d'explications éclairant puissamment le comportement des agriculteurs :

"En Afrique soudano-sahélienne, on constate qu'il y a pour toutes les cultures une liaison très directe, très forte chaque année, entre la date de semis et le rendement d'une culture : les semis tardifs présentent toujours une espérance de rendement inférieure aux semis précoces. Dans le cas du bassin arachidier du Sénégal, les systèmes de culture combinent cultures vivrières (mil et sorgho), et l'on observe que dans la quasi-totalité des cas ce sont les céréales qui sont semées les premières et qu'ensuite on passe à l'arachide.

L'interprétation des géographes, des sciences humaines en général, pourra être la suivante : le paysan accorde davantage d'importance à ses cultures vivrières qu'à ses cultures de rente. L'agronome verra les choses d'une autre manière : cette période de semis précoces est une période à très haut risque climatique dans la mesure où on est en début de saison des pluies et où les pluies sont très fragmentées dans le temps. Cela donne lieu très souvent à des resemis partiels ou totaux des parcelles qui ont été emblavées à cette époque-là. Or, que représente le coût d'implantation d'une culture de céréales ? En mil, 3 à 5 kg de semences à l'ha et une quantité de main-d'oeuvre faible ; pour l'arachide, par

contre, il faut 120 kg de gousses par ha et une main-d'oeuvre nombreuse pour les égréner. L'agriculteur préfère donc prendre le risque de resemer en mil plutôt qu'en arachide. Telles sont les questions que se posera l'agronome à l'intérieur de sa problématique générale et que ne se poseront pas forcément un géographe, un sociologue ou un économiste.

S'il n'y a pas de méthode universelle et unique permettant de comprendre la globalité d'un système de production, d'un système agraire, une approche technique permet cependant d'exploiter certains aspects".

3. Nombre d'actifs/Nombre d'habitants

Ce troisième rapport traduit, de façon très approximative, un rapport entre la quantité de travail disponible (ou effectué ?) et le nombre d'habitants. Là se trouve résumé tout un ensemble d'éléments concernant l'organisation sociale et l'organisation du pouvoir dans le groupe considéré, par exemple :

- relations entre aînés et cadets ;
- relations entre hommes et femmes ;
- systèmes de parenté (patrilinéarité, matrilinearité, bilinéarité, . . .) ;
- relations de type salarial ou quasi-salarial (planteurs/manoeuvres en Côte d'Ivoire, diatiqui/sourga au Sénégal, etc.) ;
- idéologies exerçant une influence sur la mise au travail de certaines catégories sociales (relation marabout/taalibe chez les Mourides du Bassin Arachidier, sénégalais, . . .) ;
- généralisation de l'individualisme égalitaire (islamisation au Niger, étudiée par Cl. Raynaud), etc.

C'est le domaine où se manifestent par excellence les phénomènes imprévisibles qui touchent à l'invention sociale et à la violence. Domaine très vaste, très complexe, qui se confond dans une certaine mesure avec l'univers des rapports de production -rapports entre ceux qui travaillent et ceux qui font travailler, rapports dévoilés et consolidés par l'affectation finale du produit aux producteurs et aux non-producteurs (mais aussi à la consommation et à l'investissement ou à la reconstitution du capital productif- lutte anti-érosive par exemple).

Aborder cet univers difficile à étudier, c'est repérer certains intrants de la production agricole aussi essentiels que les intrants classiques de la théorie économique, intrants non

directement perçus par l'économiste, mais sur lesquels un géographe comme P. Gourou a dit des choses décisives : les faits d'encadrement par exemple.

Soyons justes pour les économistes. R. Badouin, dans un livre intitulé Le développement agricole en Afrique tropicale (Paris, Cujas, 1985), consacre de nombreuses pages à ce qu'il appelle le "système d'exploitation", c'est-à-dire au mode de fonctionnement des unités d'exploitation : autre manière de désigner les rapports de production.

Pour bien faire comprendre la portée de la trilogie Système de Culture (SC) - Système de Production (SP) - Rapports de Production (RP) ou Système d'Exploitation, R. Badouin ose un raccourci qui va nous servir de transition pour passer à une analyse plus dynamique. En Afrique, ce sont surtout les systèmes de culture qui ont subi des modifications jusqu'ici, et qui ont même fait preuve d'une remarquable plasticité. On peut rappeler, à ce propos, que cette plasticité est ancienne, à en juger par la séquence d'introduction des plantes vivrières sud-américaines, telles que le manioc ou l'arachide, à partir du XVIème siècle. En Asie, les systèmes de production ont fait l'objet d'altérations considérables, à résultat souvent positif, du fait des opérations d'intensification liées à la Révolution Verte (Introduction de semences améliorées, irrigation, engrais, ...). En Amérique Latine enfin, où se pose très souvent un problème de répartition et de redistribution des terres, c'est d'abord aux rapports de production qu'il faudrait toucher pour pouvoir amorcer des évolutions satisfaisantes.

Ce résumé montre bien la fécondité d'analyses reposant sur ces trois concepts de base que sont le système de culture, le système de production et les rapports de production. Fécondité qui se confirme lorsqu'on aborde l'étude de la dynamique.

II - PASSAGE A LA DYNAMIQUE

Les schémas précédents, trop statiques, ne constituent qu'une introduction à l'étude des réalités qui nous préoccupent. Nous nous intéressons d'abord au changement, qu'il soit provoqué ou spontané. Or il se trouve qu'à partir de la schématisation et de la mise en ordre qui viennent d'être tentées, on peut proposer à l'attention des investigateurs et des

analystes un certain nombre de points importants. Je me limiterai à deux d'entre eux : la notion de seuil d'intensification, les phénomènes d'élargissement du système de culture.

1. La notion de seuil d'intensification

Nous partons de l'idée suivante : en raison d'une certaine rareté du facteur travail (rareté sociale ou rareté du travail socialement disponible dans les conditions actuelles) en Afrique rurale, il existe une tendance à maintenir des systèmes de production plutôt extensifs, ou en tout cas à refuser plus ou moins nettement l'intensification.

Or la plupart des projets de développement rural visent précisément un accroissement des rendements à l'ha, en vulgarisant des thèmes d'intensification (accroissement des intrants par unité de surface) (1) :

- accroissement des intrants en travail ;
- accroissement des consommations intermédiaires (semences sélectionnées, engrais, eau, etc.) ;
- accroissement du capital d'exploitation.

Le problème, c'est que cette augmentation du rendement peut aller de pair avec une diminution de la productivité physique du travail, donc éventuellement de la rémunération monétaire du travail. Ceci tant que l'intensification recourt à des doses accrues de travail humain, c'est-à-dire jusqu'au moment où les machines commencent à se substituer au travail (intensification à base de capital d'exploitation).

Si, pour multiplier le rendement par 2, il faut multiplier le temps de travail par 2,5 (sarclage supplémentaire, . . .), il est clair qu'en termes physiques le paysan ne s'y retrouve pas. En termes monétaires non plus, si les prix ne sont pas modifiés.

- - - - -

(1) Ou encore : accroissement des intrants autres que la terre. Il faut noter que les termes "intensif" et "extensif" ont en économie rurale un sens différent de celui qu'ils ont en économie générale. En économie générale, une technique est dite intensive en travail (labor intensive) ou intensive en capital (capital intensive) si la quantité de travail ou de capital utilisée par unité de produit est importante. En économie rurale, il faut donner au mot "intensif" le sens suivant : utilisant beaucoup de facteurs de production autres que la terre (Boussard, 1987, p. 10). En fait, en économie rurale, un système de production intensif en terre, c'est-à-dire utilisant beaucoup de terre par rapport au travail ou aux autres facteurs, est qualifié d'extensif.

Cela est d'autant plus mal ressenti qu'en Afrique sub-saharienne, le facteur-travail (plus exactement : l'offre de travail) est relativement rare. La terre en revanche peut souvent, pour le moment, être considérée comme un facteur de production relativement abondant, ou moins rare que le travail (1).

Il n'est nullement suprenant, dans ces conditions, qu'il y ait refus, ou remaniement, des projets prévoyant une augmentation de rendement à partir d'une intensification fondée sur des doses accrues de travail (voir exemple chiffré en annexe).

Concrètement, on observe dans de très nombreux cas une tendance indiscutable à préserver dans la mesure du possible -c'est-à-dire dans la mesure où l'espace n'est pas encore saturé- les systèmes de production extensifs, à forte composante terre. On voit même des retours à l'extensif lorsque la situation foncière le permet, par exemple en zone de fronts pionniers. Et c'est seulement lorsque la pression démographique augmente que l'intensification devient possible, parce que le paysan commence à rapporter sa production au facteur devenu rare (la terre et non plus le travail), donc à raisonner en termes de rendements à l'hectare plus qu'en termes de productivité du travail.

Il faut souligner que la préférence pour l'extensif est tout à fait justifiée au point de vue économique :

- elle permet de préserver, ou d'accroître la productivité du travail, au prix de rendements faibles ;

- elle permet d'accroître la production tout en gérant le risque agricole, en dispersant les parcelles et l'application des facteurs rares sur les parcelles (travail mais aussi semences, engrais, . . .) ;

- enfin la préférence pour l'extensif permet d'assurer ou d'étendre le contrôle foncier exercé par les individus ou les groupes (défrichements à la périphérie des terres du gligba dans le terroir gban étudié par Chauveau et Richard, Bodiba en Côte d'Ivoire).

(1) 1 000 h de travail agricole par an, en moyenne, en Afrique sub-saharienne, contre 2 500 à 3 000 h en Egypte ou en Asie. Confirmé par de récentes enquêtes, par ex. au Cameroun (Leplaideur, 1985) : 185 jours, soit 1 142 h/an pour les femmes, 117 jours soit 826 h/an pour les hommes -dans des systèmes de production de zone forestière.

Compte tenu de cette situation et de cette logique, l'idée peut se dégager qu'il n'est pas raisonnable de vouloir mettre en oeuvre des projets d'intensification lorsque la terre est encore relativement abondante par rapport au travail socialement disponible. On risque de voir ces projets réinterprétés et remaniés par les paysans dans le sens de leur intérêt, c'est-à-dire dans le sens de l'accroissement des surfaces cultivées et non dans le sens de l'accroissement des rendements à l'hectare. C'est bien ce que montre l'histoire de la culture attelée en Afrique de l'Ouest.

Deux observations pour conclure sur ce point :

- le raisonnement ci-dessus ne se fonde pas sur une interprétation mécanique des densités de population, ou des densités d'actifs par rapport aux surfaces cultivables. Il met en jeu la notion d'offre de travail dans les conditions d'organisation sociale (rapports de production) qui prévalent localement, et dans les conditions de rémunération monétaire de ce travail humain en ville et à la campagne (prix/producteur, etc.) ;

- il faut se garder de répéter, comme on l'a fait sans nuances, que le travail est rare en Afrique alors que la terre y est abondante, et qu'en Asie la situation est inverse (travail abondant, terre rare). Ce raccourci n'est pas faux, et nous verrons qu'il éclaire l'histoire économique récente, mais on ne peut s'en tenir là. Une étude récente (Matlon, 1987, s'appuyant sur Binswanger et Pingali, 1986) fait remarquer qu'en Afrique de l'Ouest semi-aride, il n'est plus vrai qu'on a affaire à une région caractérisée par un surplus de terre où les accroissements de production peuvent être obtenus avant tout par l'extension des surfaces cultivées. Les différences agro-climatiques et pédologiques dans le stock de terre font que les raisonnements fondés sur le rapport entre terre cultivable et population ont peu de sens. Il faut recourir à des mesures plus raffinées, mettant en jeu le potentiel de production en calories, et arriver ainsi à un indice général de "densité agroclimatique de population". On constate alors qu'à cause de la pauvreté de ses ressources naturelles, le Niger présente une densité de population supérieure à celle de l'Inde ou du Bangladesh ; le Nigeria et le Sénégal sont plus densément peuplés que les Philippines ; le Mali, le Burkina et la Gambie le sont deux fois plus que l'Indonésie, . . . (1).

- - - - -

(1) Matlon, 1987, pp. 12-13.

2. L'élargissement du système de culture

Rappelons la définition qui a été donnée plus haut du système de culture : ensemble structuré des productions animales et végétales retenues par l'agriculteur.

Certaines études récentes (Lombard, 1988) donnent à penser que dans un contexte d'intense monétarisation, l'agriculteur cesse de penser en termes physiques au déséquilibre céréalier de son unité familiale de résidence, et tend à se situer de plus en plus dans la perspective d'une combinaison de ressources physiques et monétaires. En pays serer, au Sénégal, ce changement de vision coïncide avec l'apparition récente de marchés hebdomadaires actifs.

"L'ensemble structuré" à prendre en compte devient alors, au-delà de la combinaison de productions végétales et animales et englobant en quelque sorte cette combinaison, un ensemble plus vaste comprenant -par exemple- des ressources monétaires obtenues en ville pendant une partie de l'année par une partie des travailleurs de l'exploitation (jeunes filles envoyées comme domestiques à Dakar). Cet ensemble élargi peut inclure également des envois de céréales provenant des migrants installés dans les Terres Neuves du Sénégal oriental, mais gardant des relations avec leur terroir d'origine. On voit alors apparaître de véritables "unités liées" (1) qui ne se reproduisent que grâce aux rapports qu'elles entretiennent avec le milieu urbain ou avec d'autres régions du pays. On voit aussi dériver vers le marché des flux de production autrefois destinés à la thésaurisation et à la circulation des biens matrimoniaux : bétail nourri avec des fanes d'arachide (autrefois inutilisées) en vue de la vente sur les marchés, cessant donc d'être capitalisé dans le lignage maternel.

Si elles se confirment ou si elles se généralisent, ces tendances très récentes obligeront à revoir complètement la conception que nous avons de l'exploitation agricole et des liaisons villes - campagnes. Plus généralement, il n'est pas exclu que certaines sociétés, qualifiées jusqu'ici de "traditionnelles", soient en train de s'engager très vite et très loin dans l'économicité et dans les rapports marchands. Cela même à propos d'activités qu'encore aujourd'hui, en Europe Occidentale, nous continuons à considérer comme relevant "naturellement" de la sphère domestique : cuisine familiale et relations sexuelles.

(1) Selon l'expression d'A. Lericollais.

Je me permettrai, sur ce point, de proposer à la réflexion le passage, un peu long mais extrêmement intéressant, que Cl. Raynaut, voici dix ans déjà, consacrait à la préparation et à la circulation de la nourriture dans un village hausa du Niger (Raynaut, 1978, pp. 582-584) :

"Ces observations nous renvoient à un processus global : la désagrégation de l'organisation économique traditionnelle, centrée sur la communauté familiale, et la substitution de rapports marchands fondés sur la médiation de la monnaie à des liens inter-individuels marqués par la solidarité. Tandis que, du point de vue de la production, la rupture de la cohésion familiale trouve souvent son origine dans les oppositions entre les hommes -les fils refusant de travailler avec leur père ; les frères, de continuer à cultiver ensemble le gandu-, la désagrégation du système traditionnel de subsistance a peut-être pour axe fondamental la rivalité économique qui se développe entre les sexes.

En effet, considérons avec quelque recul l'ensemble du circuit de préparation et de vente des plats cuisinés à base de céréales (fura, tuwo, beignets), dont les femmes détiennent le monopole et qui représentent la part de loin la plus importante des achats alimentaires. Ne voyons-nous pas alors que dans la pratique, tout se passe de telle manière que, pendant la majeure partie de l'année, chaque épouse, au lieu de préparer gratuitement le repas de son mari, vend ce qu'elle cuisine aux maris de ses voisines, tandis que celles-ci, en retour, font de même à l'égard du sien ? Au terme de ces échanges croisés, on arrive au même résultat que si chacune des épouses vendait à son propre mari le tuwo et les galettes qu'elle prépare -ce qui d'ailleurs ne manque pas de se produire bien souvent. Si l'on considère que les femmes sont non seulement productrices mais aussi consommatrices de plats cuisinés et que, globalement, ce qu'elles gagnent en vendant de la nourriture à leurs concurrentes est équilibré dans une large mesure par ce qu'elles déboursent en leur achetant, on voit que le bénéfice réel de ce commerce ne peut venir que de la clientèle masculine.

Nous touchons là un des aspects fondamentaux du phénomène ; on ne peut, en effet, s'empêcher d'y voir un artifice par lequel les femmes parviennent d'une part à tirer un bénéfice maximum de leurs réserves de céréales -produit de leurs parcelles personnelles-, d'autre part à faire payer aux hommes leur travail de préparation des aliments que ceux-ci consomment. Renversement complet par rapport au système traditionnel tel que le décrivait Greenberg (1946 : 18), il y a trente ans : "The aspects of this arrangement most prominent in the minds of Maguzawa (1) themselves, however, is the obligation often placed on a wife to provide for her husband during most of the year. This is why the natives often remark "our women feed us"."

Le système mercantile de préparation et de distribution de la nourriture ne prend donc sa véritable signification que dans le contexte plus général des rapports hommes/femmes tels qu'ils s'établissent au sein de la société locale. A ce titre, on peut y voir un phénomène du même ordre que celui du divorce et de la multiplication des mariages, par le biais desquels les jeunes femmes (et leurs parentes plus âgées -mères, tantes- qui les

(1) Les Maguzawa, nommés Asna dans la région de Maradi, sont les tenants des traditions sociales et religieuses pré-islamiques.

y incitent) cherchent à tirer un maximum de profit de l'institution matrimoniale (1). Du même ordre aussi la prostitution qui, comme la vente des plats cuisinés, n'est pas le fait de quelques "spécialistes" mais, au contraire, celui d'un grand nombre de femmes qui l'exercent à titre provisoire lorsque le besoin d'argent se fait sentir (2). Dans chaque cas, les femmes font commerce de "services" -ayant trait à l'alimentation, au plaisir sexuel ou à la procréation- que les normes traditionnelles excluent du circuit de l'échange marchand. A cet égard s'impose également le rapprochement entre ces phénomènes et l'apparition d'une valeur monétaire de la terre et du travail agricole.

En fait, tout devient évaluable en monnaie, tout devient marchandise et, à ce titre, bien que le caractère commercial du système actuel de préparation et de distribution de la nourriture soit sans conteste un aspect de la stratégie des relations hommes/femmes, il apparaît aussi, sur un plan plus général, comme l'une des manifestations d'un vaste processus de "monétarisation", qui s'applique à l'ensemble de la vie économique".

(1) Non pas tant à cause des cadeaux qui sont offerts lors des cérémonies de mariage que du fait des attentions et des ménagements que le mari doit témoigner à son épouse s'il ne veut pas qu'elle le quitte et aille chercher auprès d'un autre plus de générosité. Qu'il soit clair, toutefois, que nous ne prétendons pas faire de la recherche du profit la cause déterminante de l'augmentation des divorces ; il s'agit d'un phénomène d'une beaucoup plus grande ampleur et nous n'avons souligné ici ce seul aspect qu'en raison de son intérêt par rapport au problème que nous étudions.

(2) Ainsi, un certain nombre de femmes qui demeurent en brousse divorcent-elles après la récolte, pour venir en ville pour se prostituer, puis retournent dans leur village et se remarient à l'approche de l'hivernage. La comparaison que nous opérons entre commerce de la nourriture et prostitution n'implique aucun jugement de valeur : elle vise seulement à souligner une similitude sur le plan des mécanismes économiques. Je n'ignore pas ce que de tels rapprochements peuvent, au premier abord, avoir d'ambigu par la connotation péjorative qu'ils semblent comporter. Qu'il soit clair, néanmoins, que je ne porte aucun jugement de valeur et que je me borne à constater, au sein de la société hausa, la pénétration des rapports marchands jusque dans des domaines qu'ils n'atteignaient pas naguère et dont nos propres sociétés capitalistes persistent généralement à les exclure (notamment en ce qui concerne la rémunération du travail domestique ou, même, sa comptabilisation en termes monétaires).

CONCLUSION

Revenons brièvement au problème de la Révolution Verte et de sa transposition problématique en Afrique.

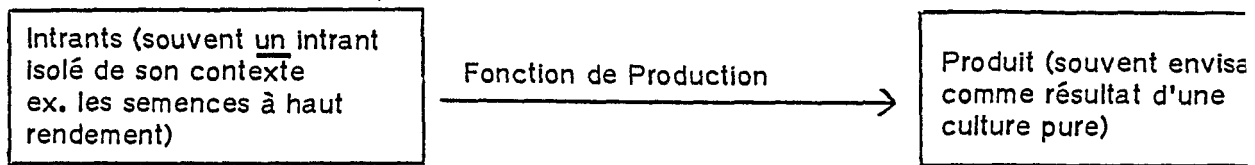
On se rend compte aujourd'hui qu'il a été relativement simple de propager des innovations efficaces pour accroître les rendements et la production agricole quand on ne s'occupait que du riz et du blé en Inde et en Asie. Sans aucune espèce de doute, l'introduction de variétés à haut rendement (et de tout ce qui doit les accompagner) ne pouvait manquer d'entraîner tôt ou tard et a entraîné en fait un accroissement significatif des productions vivrières de base : riz, blé, accessoirement maïs. Quand il existe un objectif unidimensionnel d'accroissement de la production par amélioration des rendements, la détermination des priorités et des stratégies de recherche ne pose pas de problèmes graves, au moins au plan conceptuel.

En Afrique, par contre, et même s'il convient de nuancer, nous l'avons vu, certains diagnostics trop globaux, la relative abondance de terres paraît jusqu'ici contrebalancée par une non moins relative rareté du travail socialement disponible. D'où une certaine réticence, économiquement très compréhensible, des paysans devant toute innovation exigeant un supplément de travail. En fait, il y aurait contradiction entre l'objectif d'accroissement des rendements et la priorité accordée par les paysans au maintien ou à l'augmentation de la productivité de leur travail.

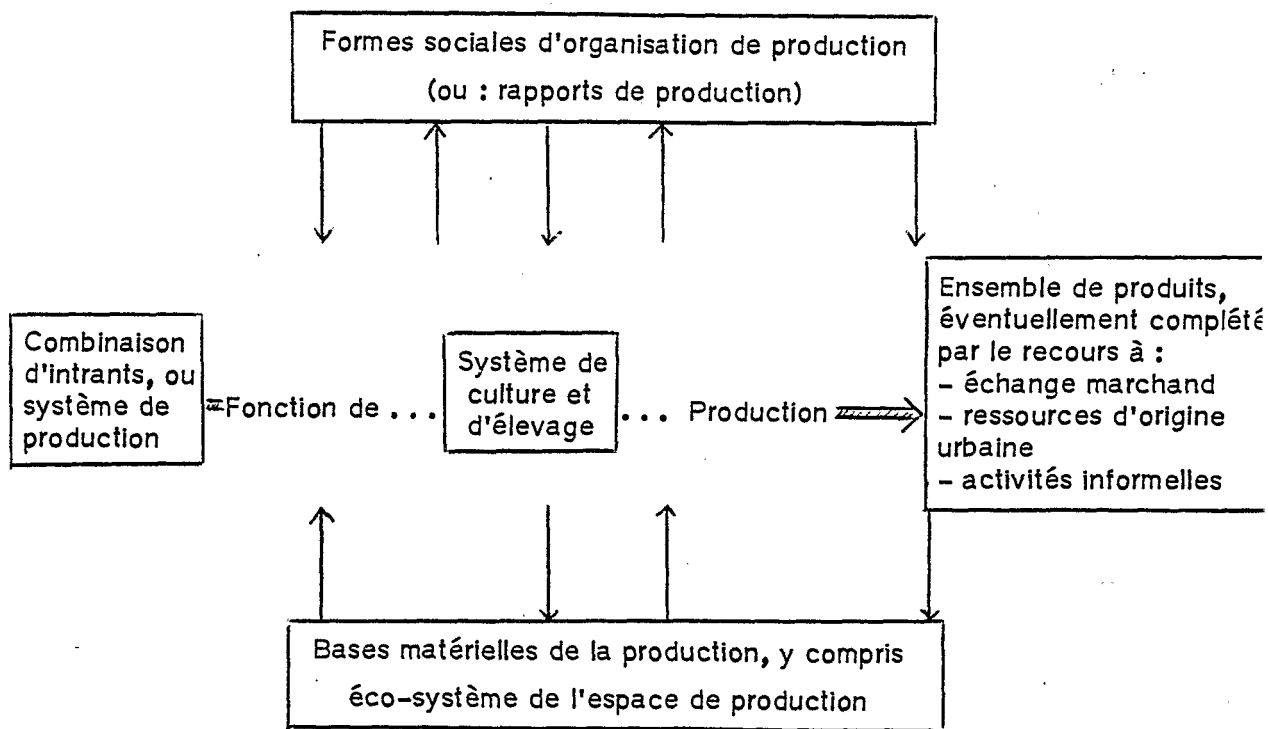
Certes, en Afrique comme ailleurs, l'amélioration des variétés et l'approche par filière-plante demeurent opératoires, mais elles bénéficient moins évidemment des circonstances qui leur ont conféré en Asie une indéniable efficacité. Dans les études préalables à toute action de développement rural en Afrique, il semble donc impératif de compléter l'approche verticale (par filière) par une approche horizontale cadrée sur les systèmes de production localisés, à l'échelle de la petite région et d'un groupe spécifique. Or, nous l'avons montré, on ne peut étudier les systèmes de production localisés qu'en étudiant aussi, en même temps, les systèmes de culture qui leur donnent effet et les rapports de production dont ils sont l'expression concrète.

La recherche française dispose d'une bonne expérience en matière d'approche horizontale. Cette expérience est celle d'agronomes, de géographes, de socio-économistes

D'un schéma simple . . .



. . . vers un schéma complexe



étudiant une petite région ou un terroir villageois ; c'est également celle d'anthropologues observant le devenir d'un groupe ethnique. Diverses tentatives de formalisation ont contribué à noter les convergences ou les régularités caractérisant ces diverses démarches (Couty, Lericollais, Marchal, Raynaut, 1984). On est d'accord aujourd'hui, par exemple, sur l'utilité du recours aux échelles d'observation emboîtées ou aux combinaisons d'enquêtes qualitatives et quantitatives. On est d'accord aussi, et surtout, sur l'objet fondamental de ces recherches : repérer et caractériser les dynamiques agraires spontanées avec lesquelles toute action de développement et toute proposition de changement technique doit inévitablement composer.

Tout ce qui vient d'être dit peut se résumer graphiquement (voir page suivante). D'un schéma d'analyse simple, valable peut-être ailleurs qu'en Afrique, on propose de passer à un schéma plus nuancé, à la relative complexité duquel il faudra bien se résigner si l'on veut -pour reprendre le titre d'un récent ouvrage de l'ORSTOM- "comprendre pour agir".

A N N E X E

PRODUCTIVITE ET RENDEMENT : EXEMPLE CHIFFRE

	Situation de référence	Extension	Intensification
Surface cultivée	1 ha	2 ha	1 ha
Production (céréales) mil	600 kg	900 kg	800 kg
Heures de travail	900 h	1 000 h	1 300 h
Rendement	600 kg/ha	450 kg/ha	800 kg/ha
Productivité du travail (kg de céréales par heure)	0,66 kg/h	0,9 kg/h	0,61 kg/h

Par rapport à la situation origine, prise comme référence, l'extension de la surface cultivée, toutes choses égales par ailleurs, permet bien entendu une augmentation de la production totale, mais provoque une baisse du rendement par unité de surface. La productivité du travail s'améliore.

L'intensification (augmentation de la quantité de travail fournie sur une surface inchangée) permet aussi une certaine augmentation la production totale, liée à une augmentation du rendement à l'unité de surface, mais la productivité du travail diminue.

Pour que la productivité du travail augmente de nouveau en intensifiant, il faudrait passer à un système intensif non plus à base de travail, mais à base de consommations intermédiaires et de capital d'exploitation (système américain du soja). L'intensification est un processus de longue durée, comportant plusieurs étapes. A la première étape (intensification à base de travail humain), et tant qu'il y a des terres disponibles, les paysans ont avantage à préférer l'extension des surfaces cultivées -au besoin en allant chercher ces surfaces par la migration (fronts pionniers, terres neuves, etc.). De très nombreuses enquêtes montrent que c'est bien ce qui se passe souvent en Afrique actuelle.

Source : Couty, 1986, p. 61.

BIBLIOGRAPHIE

BADOUIN R. - 1985

Le développement agricole en Afrique tropicale
Paris, Cujas, 320 p.

BINSWANGER H.P. et PINGALI P. - 1986

Resource endowments, forming systems and technology priorities for Sub-Saharan Africa
The World Bank, Agricultural and Rural Development Department, Research Unit Report
n° ARU 60, Washington D.C.

BOUSSARD R. - 1987

Economie de l'agriculture
Paris, Economica, 310 p.

COUZY Ph. - 1986

Information, méthodes d'investigation et décision en milieu rural africain
Université de Paris X, UER de Sc. Economiques, DESS-Développement, 192 p. multigr.

COUZY Ph. - 1987

Figures et pratiques du développement : l'artilleur et le tisserand
Terrains et Perspectives, Paris, ORSTOM, 453 p., pp. 373-385

COUZY Ph. - 1987

La production agricole en Afrique sub-saharienne : manières de voir et façons d'agir
Cahiers de l'ORSTOM, Série Sc. Humaines, vol. 23, n° 3-4, pp. 391-408

COUZY Ph., LERICOLLAIS A., MARCHAL J.-Y., RAYNAUT Cl. - 1984

Un cadre élargi pour l'étude des systèmes de production en Afrique
Cahiers de la Recherche-Développement, n° 3-4, janvier-avril 1984, pp. 10-14

LOMBARD J. - 1988

Problèmes alimentaires et stratégie de survie dans le Sahel sénégalais : les paysans serer
Thèse de doctorat de 3e cycle, Univ. de Paris X - Nanterre, UER de Géographie, 404 p.
multigr.

LEPLAIDEUR A. - 1985

Les systèmes agricoles en zone forestière : les paysans du Centre et du Sud-Cameroun
Thèse de doctorat de 3e cycle, Univ. de Montpellier, Fac. de Droit et de Sc. Eco., 2 vol.
multigr., 615 p. + annexes

MATLON P. - 1987

Prospects for improving productivity in Sorghum and Pearl Millet Systems in West Africa
Conference on the Dynamics of Cereals Consumption and Production Patterns in West
Africa, July 15-17th, 1987, Dakar, Senegal, 66 p. multigr.

MELLOR J., DELGADO Ch., BLACKIE M.J., eds - 1987
Accelerating Food Production in Sub-Saharan Africa
IFPRI & Johns Hopkins Univ. Press, Baltimore et Londres, 417 p.

MILLEVILLE P. - 1984

Le rôle de l'enquête agronomique dans la démarche de recherche-développement appliquée au secteur de la production rurale. Démarches de Recherche-Développement appliquées au secteur de la production rurale des PVD
BLACT - CFECTI - GRET - SGAR/PACA, Coll. des Ateliers "Technologie et Développement", 91 p. multigr., pp. 47-58

ORSTOM et CNRS-EHESS - 1987

Le développement rural : comprendre pour agir
Paris, ORSTOM, Coll. "Colloques et Séminaires", 344 p.

RAYNAUT Cl. - 1978

Aspects socio-économiques de la préparation et de la circulation de la nourriture dans un village hausa (Niger)
Cahiers d'Etudes Africaines, 68, XVII-4, pp. 569-597